

## ENSEMBLE POUR LE SERVICE PUBLIC D'EDUCATION

Le gouvernement, mû par la seule volonté de réduire la dépense publique, continue de porter des coups très rudes à l'enseignement public. Ce sont le droit et la possibilité pour tous les élèves et étudiants de réussir leur formation et leur insertion qui sont menacés par ses propositions de budget pour 2007. Détruire les emplois ne suffisant pas, il entend aujourd'hui modifier les statuts pour introduire plus de flexibilité et alourdir la charge de travail.

- ✓ **Nous n'acceptons pas** les nouvelles suppressions de postes, décidées par le gouvernement et déjà annoncées par l'administration académique, dans le primaire et le secondaire, l'insuffisance des créations d'emplois statutaires dans le supérieur et la recherche.
- ✓ **Nous n'acceptons pas** les mensonges du ministre sur la rentrée, son autoritarisme et son refus de toute véritable négociation
- ✓ **Nous n'acceptons pas** la loi Fillon -Robien, source d'inégalités et d'injustices (note de vie scolaire, bourse au mérite, atteinte à la carte scolaire, le développement de l'apprentissage dès 14 ans).
- ✓ **Nous n'acceptons pas** les attaques contre nos statuts, le mépris manifesté pour nos qualifications et nos disciplines.
- ✓ **Nous n'acceptons pas** de voir reprocher à l'université les difficultés d'insertion professionnelle des étudiants pour mieux la soumettre aux intérêts du capital.

Le gouvernement a refusé d'entendre les personnels le 28 septembre, il a au contraire poursuivi dans sa politique de casse des statuts, de mensonge et de mépris. Les organisations syndicales signataires appellent donc à poursuivre le mouvement

### POUR UN AUTRE BUDGET PERMETTANT :

- l'arrêt des suppressions de postes. ( En 4 ans, 2500 suppressions de postes ont fragilisé les équipes, alourdi la charge de travail) et des créations pour permettre la réussite de tous les élèves.
- La création de 5000 emplois par an dans le supérieur /Recherche.
- le réemploi avec formation des personnels précaires et la création de postes statutaires.
- Une véritable scolarisation pour tous les élèves, et en particulier pour les 2 ans et les élèves handicapés.
- Une politique salariale permettant la hausse du point d'indice et le rattrapage des pertes accumulées.

### POUR DEFENDRE NOS STATUTS EN REFUSANT :

- les atteintes aux droits des TZR, le respect de leurs qualifications et des textes qui les régissent.
- Les atteintes à la liberté pédagogique, les menaces et sanctions contre des collègues, les appels à délation et les contre vérités répandues par le ministre
- Le projet de réforme des décrets de 1950 définissant nos statuts qui prévoit de faciliter les services partagés sur plusieurs établissements, sur plusieurs disciplines ou hors discipline, la bivalence, qui prétend imposer l'alourdissement des services par la majoration pour les groupes, la suppression des heures de décharge ( première chaire, laboratoire..) Nous demandons le retrait de ce projet de réforme et l'ouverture de négociations sur la réduction du temps de travail dans le respect de la définition hebdomadaire des services et des qualifications disciplinaires.
- La politique d'élitisme et de concurrence qui remet en cause les objectifs et principes fondateurs du supérieur et de la recherche.

Bâtir l'école et l'université de la réussite de tous les élèves et étudiants ne passe pas par la réduction des budgets, la non reconnaissance de nos qualifications et des réalités de notre travail. Réduire la fracture sociale, offrir à tous de réelles perspectives de formation et d'insertion, empêcher les sorties sans qualification ne peut se faire sans moyens et en dehors de l'école. Les personnels sont prêts à se mobiliser pour une politique ambitieuse. Il faut leur en donner les moyens.

**MANIFESTATION le 15 NOVEMBRE, 15H, PLACE AUX BLEUETS,  
LILLE**